

« Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions »



Gene Zhang

Stop aux Méga-Bassines ! Manifestations-fleuves des 19 et 20 juillet 2024

Malgré l'ampleur décuplée des mobilisations anti-bassines, le gouvernement s'obstine à passer en force. Cette bataille emblématique pour l'eau en tant que bien commun et pour l'agriculture paysanne est encore à gagner.

En ce mois de juillet, alors que les regards du monde entier se porteront sur la parade fluviale des Jeux Olympiques à Paris, il s'agira de nous allier pour remporter la plus essentielle des épreuves : trouver les gestes collectifs pour que l'eau soit enfin protégée dans ce pays et partout ailleurs.

Nous appelons donc de nouveau à converger autour de la Venise verte en péril du Marais Poitevin, des étendues agricoles épuisées du Poitou, mais aussi de ses multiples repères et terres toujours fertiles. Préparez-vous à faire fleuve, par équipes, par rivières et par bassins versants.

Bassines en berne

Les méga-bassines sont des cratères géants d'une surface allant parfois jusqu'à 18ha, recouverts de plastique et remplis d'eau pompée dans les nappes phréatiques. Elles sont la dernière fuite en avant d'un modèle agro-industriel qui dégrade et assèche depuis trop longtemps nos milieux de vies. Elles sont avant tout conçues pour des cultures nécessitant une irrigation intensive, au profit d'une petite minorité d'agriculteur.rices, et ce aux dépens de formes de stockage et de partage de l'eau vertueuses, bénéficiant à l'ensemble des agriculteur.rices, de la population et de la biodiversité.

L'été dernier, le scandaleux financement des bassines à 70% par de l'argent public a été vivement critiqué jusque par la Cour des comptes. Celle-

ci constate que le parti-pris gouvernemental pour ces infrastructures retarde dangereusement le changement nécessaire des pratiques agricoles. Au sein même des institutions censées être en charge de la protection qualitative et quantitative de l'eau, les critiques apparaissent au grand jour et le doute sur la viabilité des bassines s'installe parmi les irrigants.



Les luttes en cours sont en passe d'enterrer une bonne partie des bassines initialement projetées.

Au cours de ces trois dernières années de mobilisations, 4 bassines déjà remplies ont été jugées *a posteriori* définitivement illégales, 15 projets ont été annulés par le tribunal après avoir été jugés inadaptés au changement climatique, 14 autres se sont vues mises hors d'état de fonctionner et des grilles de chantier continuent de tomber. De nombreuses bassines ont déjà été abandonnées grâce à la pression exercée par l'opposition locale.

Diktat gouvernemental

Et pourtant, ils s'entêtent ! Le ministre de l'agriculture s'est récemment risqué à annoncer un objectif de construction de 100 nouvelles bassines d'ici la fin de l'année. Aux

abords du Marais Poitevin, malgré les recours juridiques toujours en cours contre les 16 méga-bassines, les chantiers continuent péniblement. Sur fond de conflit d'intérêts, deux d'entre eux ont démarré ces derniers mois à Priaires et Épannes, tandis que celui de Sainte-Soline a stagné tout l'hiver.

Le gouvernement cherche, dans le cadre de la Loi d'Orientation Agricole, à faire reconnaître un « intérêt général majeur » à ces infrastructures afin de court-circuiter les recours juridiques victorieux et piétiner les protections environnementales.

Sa réponse sélective au mal-être agricole exprimé cet hiver a été de favoriser – au bénéfice des patrons de l'agro-industrie – les dispositifs et filières qui empoisonnent les agriculteur.rices, plutôt que de leur assurer un travail et un revenu digne. Il continue ainsi de se soumettre à des intérêts privés plutôt que de défendre réellement les paysan.nes et les biens communs.

Il finance la stérilisation des terres plutôt que le développement d'une agro-écologie seule à même de faire face à la crise climatique. C'est bien à cette transition que les subventions publiques devraient aujourd'hui être accordées. Mais ce sont les préfet.es qui, dans un élan de crispation autoritaire, font aujourd'hui appel des décisions de justice et passent en force les projets de méga-bassines promis aux grandes industries, coopératives et négociants partout en France.

Vers un moratoire !

Il nous faut donc, pour l'heure, mettre en œuvre un moratoire populaire sur le terrain et se rassembler pour en porter la nécessité. Alors que la lutte anti-bassines s'étend désormais à d'autres régions du pays et au-delà des frontières, l'enjeu de cette mobilisation est celui

d'un tournant historique : si nous les arrêtons ici, nous les arrêterons ailleurs !

Si le système bassine ne vient pas prolonger l'impasse agro-industrielle – les filières d'export de maïs hybride, l'élevage hors-sol, les monocultures gavées d'intrants – nous pourrions enfin cheminer ensemble vers les formes d'agriculture qui protègent les terres et les eaux.

Plus d'un an après la convergence à Sainte-Soline, se retrouver de nouveau massivement dans le Poitou cet été c'est, pour l'ensemble des forces sociales et écologistes, l'occasion de démontrer à ce gouvernement qu'il ne peut espérer arrêter un élan vital par la répression. Du 16 au 21 juillet, dans notre pluralité de présences paysannes, syndicales, habitant.es de tous âges des campagnes et des villes, nous réinventerons nos façons de manifester et de nous protéger. Nous retrouverons mille manières de marquer notre refus des projets de bassines.

No Bassaran !

**Collectif
+ de 100 organisations**

19-20 juillet – Manifestations. Le pic de cette semaine de mobilisation sera les deux grandes journées de manifestations fleuves et actions massives des 19 et 20 juillet.

16-21 juillet – Village pour la défense de l'eau et des terres. Elles seront précédées d'un village international pour débattre, se former, célébrer nos luttes et construire l'avenir. Il se tiendra du 16 au 21 juillet avec une foule de table-ronde, ateliers, formations, balades, concerts, spectacles. Son programme est détaillé sur les sites :
<https://bassinesnonmerci.fr>
<https://lessoulevementsdelaterre.org>



Ah les petits bureaucrates verts, roses, rouges ou de toute autre couleur!

Telle est en effet la leçon qui ressort des deux derniers épisodes de la série « Questions citoyennes et Réponses novlangue de bois » coproduite et animée par *L'Antivol* et la Ville de Tours. Un casting à toute épreuve!



1) Pour la séance du conseil municipal du 18 décembre 2023, *L'Antivol* avait posé la question suivante :

Durant la campagne pour les élections municipales de 2020, la liste conduite par E. Denis avait pris l'engagement de revenir sur la délégation à la SAGS du contrôle et de la verbalisation du stationnement à Tours. Quand comptez-vous tenir cette promesse et comment allez-vous organiser cette remunicipalisation ?, vous avait demandé en janvier 2022 *L'Antivol*. Deux

mois plus tard, en mars, il avait été répondu par Armelle Gallot-Lavallée, adjointe en charge de ces questions, que « les modalités actuelles du contrôle de stationnement » allaient être « maintenues jusqu'à fin 2023 », le temps de mener étude et réflexion complètes sur la politique des mobilités à l'échelle de l'ensemble de la ville. Nous revenons donc vers vous : après ces presque deux ans de réflexion, qu'en est-il de la remunicipalisation promise ?

La réponse, ennuyeuse à souhait (on peut la télécharger dans son intégralité sur notre blog), est vite résumée : on s'en occupe, c'est passablement compliqué avec le mille... euh... deuxfeuilles Métropole et Ville, mais il nous reste deux ans avant la fin du mandat « pour approfondir la réflexion » et tenir peut-être notre promesse (un mot jamais employé évidemment). Bref, tenace s'il en est, *L'Antivol* reposera pour la troisième fois la question lors de ce bon moment que sera la campagne électorale de 2026 ! Et en attendant le stationnement payant peut s'étendre, avec force profit public et privé, dans le cadre de ce que le conseiller municipal délégué Christophe Boulanger appelle « un plan d'apaisement » (cf. *Tours Magazine*, mars 2024, p. 9). « La liberté c'est l'esclavage », lisait-on dans 1984 d'Orwell,

« l'énerverment, c'est l'apaisement », reprend le Boulanger, tout sourire...



2) Pour la séance du conseil municipal du 19 février 2024, *L'Antivol* avait poursuivi son travail d'interpellation des élus sur le problème des cumuls et posé la question suivante :

Monsieur Franck Gagnaire, adjoint au maire de Tours, délégué à l'éducation, à la petite enfance et à la vie étudiante, pourrait-il expliquer comment il fait face à ses différents mandats électifs (municipal, métropolitain et départemental), ainsi qu'aux 23 fonctions de représentation dont il avait la charge en juin 2023 (cf. *L'Antivol* « Cumuls tourangeaux, l'enquête (1) »), désormais portées à 26 ? Merci de fournir une réponse précise et concrète : présence personnelle ou non aux multiples réunions, préparation et

suivi des décisions, évaluation de la qualité du travail, etc. Monsieur Gagnaire pourrait-il également donner son avis, général, sur ce phénomène des cumuls, eu égard à ses responsabilités politiques au sein du PS, aux niveaux départemental (premier secrétaire de la fédération d'Indre-et-Loire) et national (secrétaire national en charge de la transition numérique) ?

La réponse, aussi « à côté » que soporifique (également téléchargeable dans son intégralité sur notre blog), est à nouveau vite résumée : tout est normal, on vous l'avait déjà dit, et l'adjoint Gagnaire, en bon apparatchik sans saveur et sans courage, n'a aucun avis ni sur son quotidien ni sur la question en général. Autrement dit, il vaut bien mieux aller voir la vidéo incrustée dans l'article de novembre 2023 « Cumuls tourangeaux, l'enquête (2) » (c'est assez amusant et révélateur !) et *L'Antivol* risque fort d'user d'un prochain conseil municipal pour interpellier, après Denis et Gagnaire, un troisième élu. Et ainsi de suite jusqu'en 2026 ?

La Rédaction

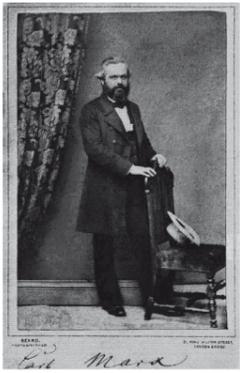
Pour lire tous les épisodes de la série : voir www.lantivol.com, onglet « Tours »

BIBLIOTHÈQUE RADICALE



Les Manuscrits de 1844, sur l'homme et la propriété

Nous sommes nombreux à le dire, mais il faut inlassablement le répéter : il est bon de lire ou relire Marx, et tout spécialement ces « Manuscrits économico-philosophiques de 1844 » rédigés à Paris alors qu'il n'a que 26 ans. Un extrait...



L'homme s'approprie son être universel d'une manière universelle, donc en tant qu'homme total. Chacun de ses rapports humains avec le monde, la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût, le toucher, la pensée, la contemplation, le sentiment, la volonté, l'activité, l'amour, bref tous les organes de son individualité, comme les organes qui, dans leur forme, sont immédiatement des organes sociaux, sont dans leur comportement objectif ou dans leur rapport à l'objet l'appropriation de celui-ci, l'appropriation de la réalité humaine ; leur rapport à l'objet est la manifestation de la réalité humaine (...); c'est l'activité humaine et la souffrance humaine car, comprise au sens humain, la souffrance est une jouissance que l'homme a de soi.

La propriété nous a rendus si sots et si bornés qu'un objet n'est nôtre que lorsque nous l'avons, qu'il existe donc pour nous comme capital ou qu'il est immédiatement possédé, mangé, bu, porté sur notre corps, habité par nous, etc., bref qu'il est utilisé par nous, bien

que la propriété privée ne saisisse à son tour toutes ces réalisations directes de la possession elle-même que comme des moyens de subsistance, et la vie, à laquelle elles servent de moyens, est la vie de la propriété privée, le travail et la capitalisation.

À la place de tous les sens physiques et intellectuels est donc apparue la simple aliénation de tous ces sens, le sens de l'avoir.

(...) Moins tu manges, tu bois, tu achètes des livres, moins tu vas au théâtre, au bal, au cabaret, moins tu penses, tu aimes, tu fais de la théorie, moins tu chantes, tu parles, tu fais de l'escrime, etc., plus tu épargnes, plus tu augmentes ton trésor que ne mangeront ni les mites ni la poussière, ton capital. Moins tu es, moins tu manifestes ta vie, plus tu possèdes, plus ta vie aliénée grandit, plus tu accumules de ton être aliéné. Tout ce que l'économiste te prend de vie et d'humanité, il te le remplace en argent et en richesse et tout ce que tu ne peux pas, ton argent le peut : il peut manger, boire, aller au bal, au théâtre ; il connaît l'art, l'érudition, les curiosités historiques, la puissance politique ; il peut voyager ; il peut t'attribuer tout cela ; il peut acheter tout cela ; il est la vraie capacité. Mais lui qui est tout cela, il n'a d'autre possibilité que de se créer lui-même, de s'acheter lui-même, car tout le reste est son valet et si je possède l'homme, je possède aussi le valet et je n'ai pas besoin de son valet. Toutes les passions et toute activité doivent donc sombrer dans la soif de richesse. L'ouvrier doit avoir juste assez pour vouloir vivre et ne doit vouloir vivre que pour posséder.

Karl Marx

Manuscrits de 1844, Éditions sociales, 1972, p. 91 et 103. Les italiques sont de l'auteur.

LES BRÈVES DU SATIRIQUE



Adage carné

L'une des solutions à la « crise » agricole tient à la mise en œuvre d'une consigne simple : « Si tu veux sauver un éleveur, mange un végétal ! ». La version féminisée, inclusive, marche aussi.

Toute honte bue

Plus Macron se droitise et fait le lit de l'extrême droite, plus il exalte le passé et triche avec l'Histoire. On se souvient, en 2018, des déclarations en hommage au Pétain de 14 brouillant celui de 40. On se rappelle, en 2022, l'instrumentalisation du CNR, Conseil National de la Résistance, repris en Conseil National de la... Refondation. On n'oubliera pas non plus le discours prononcé lors de la panthéonisation, le 21 février 2024, des Manouchian : l'homme de la loi immigration, l'homme de la finance au pouvoir se prenait (après entretien complice dans *L'Humanité*), pour le héraut des combattants de la MOI-FTP et de l'Affiche rouge ! Il eût été pourtant simple de faire autrement : se taire, se retirer, pour une fois, de l'affiche. Mais sans doute était-ce demander trop de dignité.

Adage inversé

Vu la situation du système de santé public, on ne dit plus ... mais on dit : « c'est la charité qui se fout de l'hôpital ! »

Location de prestige

Face au niveau de la dette et à la dégradation de la note de la France par Standard & Poor's, Macron s'est résolu à prendre en urgence une décision : louer, le temps des Jeux Olympiques, l'Élysée. Plusieurs formules, avec plus ou moins de m², à la journée, la semaine ou pour l'ensemble des JO, ont été mises au point par McKinsey et seront bientôt en ligne sur Airbnb.

Toutes sont « all inclusive », avec accès H24 aux livraisons Uber. Seule la prestation « réception des hôtes par l'hôte soi-même » est en supplément, avec selfie et pression de bras.

Adage intériorisé

Vu l'état de division du mouvement social – « notre camp » comme ils disent – beaucoup n'ont pas encore saisi qu'ils se comportent selon une devise directement importée du capitalisme : « à chacun son segment de marché... contestataire ! »

Le réflexe du chien de garde

Vous l'avez sans doute noté car tous les médiocrates des grandes chaînes audiovisuelles, publiques ou privées, s'y adonnent lors des interviews de leurs invités, connus ou non. « Avant de vous laisser la parole, je vous propose qu'on écoute le Président de la République qui s'est exprimé sur le sujet et, après, vous réagissez... », « si je comprends bien, vous n'êtes pas vraiment d'accord avec le Président quand hier il déclarait... », « ce que vous dites me fait penser à la récente intervention du Président qui... », etc, etc, avec de nombreuses variantes possibles toutes plus grossières, ridicules, éculées les unes que les autres. Le chien de garde se reconnaît à son os, fruit direct d'un infantilisme servile et propagandiste, doublé d'une sonnante et trébuchante paresse.

Longtemps ?

« Des médias de plus en plus concentrés, des journalistes de plus en plus dociles, une information de plus en plus médiocre. Longtemps, le désir de transformation sociale continuera de buter sur cet obstacle. » (Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Raisons d'agir, 2005, p 143.)